ARTICLE PUBLIÉ DANS *L'Orient Le Jour*

Drogue : mauvaise répartition géographique des centres de désintoxication et insuffisance de places

http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/703262/Drogue+%3A_mauvaise_repartition_geographique_des_centres_de_desintoxication_et_insuffisance_de_places_.html

10/05/2011

La drogue: une descente en enfer.

Une étude récemment menée par l'association Skoun prouve que les centres de désintoxication se concentrent presque exclusivement au Mont-Liban et à Beyrouth, et que 25 % des toxicomanes n'y sont pas admis.

Une étude sur la drogue au Liban, menée par Skoun (Centre libanais des addictions) avec des partenaires, a tout d'abord confirmé la jeunesse de la plupart des toxicomanes, qui ont entre 18 et 34 ans. La moitié de ceux qui sont arrêtés sont dans cette tranche d'âge, alors que l'âge moyen de première consommation est de 16 ans. Quelque 40 à 60 % des toxicomanes interrogés sont issus de foyers à faibles revenus, plus de la moitié sont employés. Les trois substances les plus consommées (et pour lesquelles les toxicomanes sont arrêtés) sont les opioïdes, le cannabis et la cocaïne.

Ces toxicomanes ne sont pas tous desservis au niveau des centres de traitement. Des 1 293 personnes qui se sont présentées à des ONG spécialisées en 2009, 25 % n'ont pas eu accès à des services. Les principales raisons invoquées sont les suivantes: des services non adaptés aux besoins du patient, la présence d'autres troubles mentaux, l'orientation sexuelle et la présence d'infections telles les hépatites B ou C, ou le sida.

Pour ce qui est des ONG qui opèrent des centres de traitement, quatre sont localisées au Mont-Liban, trois à Beyrouth et une à la Békaa. De tous les hôpitaux qui traitent la toxicomanie, six sont à Beyrouth et quatre au Mont-Liban. En d'autres termes, l'étude a mis en relief le manque cruel de toute facilité dans les mohafazats du Sud, de Nabatiyeh, du Nord et de la Békaa (outre un seul centre). Les centres eux-mêmes ont une capacité de services limitée et accueillent majoritairement des hommes, selon le document.

L'étude de Skoun s'attarde sur la question légale liée à la toxicomanie. Elle a recensé 2 228 personnes arrêtées simplement pour consommation de drogue sans autre accusation dans leur dossier. Les données prouvent qu'un grand nombre de toxicomanes ont été incarcérés en moyenne deux fois dans leur passé, de 49 à 60 jours chaque fois. Suite à un jugement, quelque 40 % des juges affirment n'avoir jamais rendu de verdicts obligeant le toxicomane à se faire admettre dans un centre de traitement, alors que seulement 4 % ont déclaré le faire.

La principale recommandation des experts et des toxicomanes interrogés au cours de l'étude est l'application de la loi sur les stupéfiants qui existe depuis onze ans déjà. Cette loi stipule que le toxicomane jugé doit avoir le choix entre le traitement et l'incarcération. Il a été suggéré que le système légal distingue entre les consommateurs de drogue et les trafiquants, et impose des mesures plus strictes à l'encontre du trafic. Les recommandations ont également porté sur l'amendement de cette loi ainsi que la création d'un système de référence pour toxicomanes concernant les centres de traitement et le système judiciaire. Il a été jugé nécessaire d'augmenter le nombre, la capacité et la diversité des services, ainsi que la collecte de ressources financières suffisantes pour assurer une meilleure couverture du Liban.

Cette étude de Skoun a enfin dégagé quatre axes pour l'amélioration de la réaction au problème de drogue au Liban : la promotion d'une approche médicale de la dépendance à la drogue, la création d'une base de données qui surveille les tendances, les besoins et les interventions, l'amélioration de la politique de réformes et de revendications, et l'appui aux centres existants.

À signaler que l'étude a été menée par Skoun avec l'appui de MedNet-Groupe Pompidou et plusieurs ONG - AJEM, JCD, SIDC, Nusroto Cénacle du fils de l'homme, Bonheur du ciel - auprès d'un échantillon représentatif de consommateurs de drogues et de responsables. Elle a interrogé 394 toxicomanes et 136 experts qui œuvrent notamment dans des hôpitaux, des ministères et des ONG. Il y a aussi des juges, des officiers de police et des fonctionnaires de centres du ministère des Affaires sociales.

Réactions des internautes à cet article

Et pourtant c'est un problème vital et crucial pour les jeunes "drogués" !! Ils ont besoin d'aide et les ONG font un travail fantastique mais tellement insuffisant sans l'aide des pouvoirs publics; car il faut les aider en les soignant, mais quand on voit que le Liban est incapable d'avoir un gouvernement, comment pourrait il créer un service spécialisé pour le traitement et contre l'addiction.

Youssef CHAHINE